Archives alainberset.ch — copie d'archive
Tribune d'Alain Berset « Un signal politique de prudence », publiée le 19.10.2005 sur son site www.berset.ch.
Adresse d'origine : http://www.berset.ch/archives/documents/2005/051019.StopOGM.htm
Copie : Internet Archive, capture du 22.10.2007 —
https://web.archive.org/web/20071022122025/http://www.berset.ch/archives/documents/2005/051019.StopOGM.htm

Un signal politique de prudence

Alain Berset, conseiller aux Etats

L'initiative populaire « pour des aliments produits sans manipulations génétiques » est un de ces projets pour lesquels il vaut la peine de commencer par dire ce qu'ils ne concernent pas, tant ils conduisent à des débats passionnés et à des débats qui sont souvent hors sujet. L'initiative « sans OGM », appelons-là ainsi, n'aura aucun effet sur la recherche scientifique en Suisse et en particulier sur le développement de médicaments. Elle n'interdit pas les essais de cultures avec des OGM en plein champ destinés à la recherche (essais qui existent d'ailleurs déjà) et elle n'interdit pas non plus l'importation de denrées alimentaires ou de produits pour l'alimentation du bétail contenant des organismes génétiquement modifiés.

Alors que veut-elle, cette initiative, et pourquoi est-elle combattue par les milieux économiques ? L'initiative « sans OGM » prétend simplement introduire une période d'attente de 5 ans pour les cultures de plantes et l'élevage d'animaux génétiquement modifiés en Suisse. Il s'agit donc de choisir le 27 novembre de se donner ou non le temps de la réflexion. Ni plus, ni moins. Après 5 ans, l'interdiction tombera d'elle-même et il faudra alors se reposer la question d'une éventuelle poursuite de l'interdiction.

Pourquoi cinq ans ? Ce délai permet d'une part d'adopter une position prudente vis-à-vis du développement de cultures et d'élevages comprenant des OGM, dont on connaît encore très mal les conséquences à long terme, mais il permet aussi de ne pas bloquer une situation qui peut évoluer très vite. Cinq ans devraient nous permettre d'en savoir beaucoup plus qu'aujourd'hui sur les conséquences de l'utilisation d'OGM dans l'agriculture, puisque la recherche et les connaissances dans ce domaine vont continuer à se développer rapidement.

Cette pause de réflexion – on parle de moratoire -, permet de s'assurer que l'agriculture suisse continuera de produire sans OGM dans les 5 prochaines années et qu'aucune demande de production avec des OGM n'aboutira dans ce temps. Cela donnera notamment l'occasion à l'agriculture de se profiler comme un secteur qui privilégie la qualité plutôt que la quantité, cela permettra aux consommatrices et consommateurs d'avoir

l’assurance de continuer à bénéficier à l’avenir de produits de qualité sans OGM. Une acceptation de l’initiative donnerait donc un signal fort sur la prudence souhaitée par la population dans l’utilisation d’OGM et aurait donc probablement comme conséquence de limiter de fait les importations de denrées alimentaires contenant des OGM.

Il est vrai qu’il n’existe actuellement aucune demande de production agricole avec des OGM en Suisse et il est vrai qu’une telle demande serait assez longue à traiter. L’acceptation de l’initiative « pour des aliments produits sans manipulations génétiques » donnerait néanmoins un signal politique important : ce n’est pas aux grandes entreprises de génie génétique de décider si l’agriculture suisse produit avec ou sans OGM, mais ce doit être une décision populaire. C’est ainsi non seulement pour introduire de fait un moratoire, mais aussi pour donner un clair signal de prudence dans ce domaine qu’il faudra dire oui à l’initiative sans OGM le 27 novembre prochain.